

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

QUATRIÈME SESSION

Projet de loi n° 32

**Loi modifiant la Loi concernant certaines
municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay**

Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

PRÉSENTÉ

Par M. GUY TARDIF

Ministre des affaires municipales



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1 9 7 9

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet de loi modifie la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay de façon à faire disparaître l'obligation pour les villes de Jonquière et de Chicoutimi de tenir le dernier dimanche du mois de mai 1979 une consultation de leurs électeurs sur la question du regroupement de ces deux villes pour former la ville de Saguenay. Ce projet de loi donne au Conseil métropolitain du Haut-Saguenay le pouvoir de décider si cette consultation doit avoir lieu, et à quelle date.

Art. 1. La modification proposée à l'article 12 de la loi a pour effet de faire disparaître l'obligation imposée aux villes de Jonquière et de Chicoutimi de tenir, le dernier dimanche de mai 1979, un référendum concernant leur fusion, et de confier au Conseil métropolitain du Haut-Saguenay le soin de décider si ce référendum doit avoir lieu, et à quelle date.

Art. 2. Les modifications proposées à l'article 12c de la loi sont de concordance avec celle proposée par l'article 1 du projet de loi. Elles visent à adapter les délais prévus par la loi actuelle pour la révision de la liste électorale aux fins du référendum.

Projet de loi n° 32

Loi modifiant la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 12 de la Loi concernant certaines municipalités de l'Outaouais et du Haut-Saguenay (1974, chapitre 88), remplacé par l'article 2 du chapitre 81 des lois de 1977, est de nouveau remplacé par le suivant:

«**12.** Le Conseil métropolitain du Haut-Saguenay constitué par l'article 17 peut décréter que les villes de Jonquière et de Chicoutimi doivent tenir, à la date fixée par lui, chacune dans le territoire de sa juridiction respective, une consultation des électeurs quant à l'opportunité de fusionner ces deux municipalités.»

2. L'article 12c de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 81 des lois de 1977, est modifié:

a) par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**12c.** Entre le trentième jour et le vingt-deuxième jour précédant celui fixé pour la consultation, la liste électorale ayant servi lors de la dernière élection générale doit être révisée. Cette révision se fait suivant les dispositions de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193) applicables à la révision de la liste électorale, en les adaptant et dans la mesure où la présente loi n'y déroge pas.»;

b) par le remplacement du troisième alinéa par le suivant:

«Aux fins des deux premiers alinéas, l'expression «le 1^{er} septembre de l'année où se tient l'élection», partout où elle apparaît dans l'article 128a de la Loi des cités et villes, est rempla-

Art. 3. La modification proposée à l'article 12d de la loi est de concordance avec celle proposée par l'article 1 du projet de loi. Elle vise à adapter le délai prévu par la loi actuelle entre le décret de fusion et la constitution de la ville de Saguenay.

De plus, cet article élimine une difficulté technique quant à la nature du document par lequel le ministre des affaires municipales peut décréter la fusion.

Art. 4. La modification proposée à l'article 15 de la loi est de concordance avec celle proposée par l'article 1 du projet de loi. Elle vise à adapter le délai prévu par la loi actuelle entre d'une part la date ultime de présentation d'un protocole d'entente concernant les conditions de la fusion et d'autre part la date de la constitution de la ville de Saguenay.

Art. 5. Les modifications proposées à l'article 17 de la loi sont de concordance avec celle proposée par l'article 1 du projet de loi.

cée par l'expression «le cinquante-sixième jour précédant la date fixée pour la consultation».

3. L'article 12*d* de ladite loi, édicté par l'article 2 du chapitre 81 des lois de 1977, est remplacé par le suivant:

«**12*d*.** Dans les trois mois qui suivent la tenue de la consultation, le ministre des affaires municipales peut décréter la fusion des municipalités mentionnées à l'article 12. Ce décret est publié à la *Gazette officielle du Québec*. Le cas échéant, les habitants et contribuables des territoires de ces deux municipalités forment, à compter du 1^{er} janvier de la deuxième année qui suit celle au cours de laquelle le décret a été publié, une corporation de ville sous le nom de «Ville de Saguenay». Au cas contraire, les articles 13 à 16 sont inopérants.»

4. L'article 15 de ladite loi, modifié par l'article 3 du chapitre 81 des lois de 1977, est de nouveau modifié par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**15.** Les municipalités mentionnées à l'article 12 doivent, avant le 1^{er} juillet précédant la date du regroupement visé à l'article 12*d*, présenter au ministre des affaires municipales un protocole d'entente contenant les éléments prescrits au paragraphe 2 de l'article 5 de la Loi favorisant le regroupement des municipalités (1971, chapitre 53).»

5. L'article 17 de ladite loi, modifié par l'article 4 du chapitre 81 des lois de 1977, est de nouveau modifié:

a) par le remplacement du cinquième alinéa du paragraphe 1 par le suivant:

«Sous réserve du décret de fusion prévu par l'article 12*d*, ce conseil se compose, à compter du jour où est constituée la ville de Saguenay en vertu de cet article, du maire et de six conseillers de cette ville, du maire et de deux conseillers de la ville de La Baie et de deux membres du conseil ainsi que du préfet de la municipalité du comté de Chicoutimi.»;

b) par le remplacement du paragraphe 6 par le suivant:

«6. Le quorum du conseil est constitué de la majorité de ses membres. Toute décision du conseil est prise à la majorité des membres présents. Jusqu'à la constitution de la ville de Saguenay en vertu de l'article 12*d*, cette majorité doit comprendre le maire de la ville de Jonquière et celui de la ville de Chicoutimi.»

6. La présente loi a effet à compter du 22 avril 1979.

7. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.